

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 760

[F — 29051]

27 DECEMBRE 1993. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1994 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1^{er}

Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1994 sont ouverts conformément aux programmes énumérés dans le tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après. Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1994 à charge des crédits variables.

TABLEAU RECAPITULATIF

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Budget de la Dotation (tableau 1)	254,6	—	—	—
Budget du Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau 2)	27 868,4	550,5	713,9	178,0
Budget du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau 3)	175 705,0	—	—	195,5
Budget de la Dette (tableau 4)	5 100,0	—	—	—
Budget de Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	15 373,0	—	—	—
Total général	224 301,0	550,5	713,9	373,5

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé au présent décret.

Art. 4

Dans les articles du présent décret, les abréviations suivantes sont utilisées :

« D.O. » pour « division organique » ;
« A.B. » pour « allocation de base » .

Art. 2

L'alinéa 3 de l'article 12 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991 n'est pas d'application pour l'année budgétaire 1994.

Des subsides à caractère facultatif peuvent être octroyés dans les limites de l'objet des allocations de base inscrites à cet effet dans le budget administratif.

Art. 3

Les indemnités pour frais funéraires, ainsi que les allocations de naissance, peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

L'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 n'est pas d'application pour l'année budgétaire 1994 en ce qui concerne les fonds budgétaires figurant dans les sections particulières inscrites dans les tableaux ci-après.

Le mode de disposition des avoirs mentionnés sur ces fonds aux tableaux des sections particulières est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéral se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Gouvernement sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — N° 4-II, n° 1. Projet de décret. — n° 1, Annexe 1. n° 2, Rapport. n° 3 à 5, Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 14 et 15 décembre 1993. — Adoption. Séance du 15 décembre 1993.

Art. 5

Les agents contractuels subventionnés et le personnel relevant du Fonds budgétaire interdépartemental sont payés à l'intervention des articles des sections particulières des tableaux annexés alimentés par la contribution de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale:

- en ce qui concerne le Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau 2): articles 66.07 A, 66.08 A, 66.10 A, 66.14 A, 66.25 A.
- en ce qui concerne le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau 3): articles: 66.38 B, 66.39 B, 66.40 B, 66.41 B, 66.42 B, 66.43 B, 66.49 A.

Art. 6

Les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme peuvent être prélevés d'office par le caissier et font l'objet d'une régularisation à charge du budget général des dépenses.

Art. 7

Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances de fonds visées aux articles 12 et 25 peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et les indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté, ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 200 000 francs y compris les acquisitions d'œuvres d'art, ainsi que les secours et les allocations à caractère social et les subventions de moins de 50 000 francs.

Ces montants peuvent être adaptés pour certains comptes sur décision du Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

Art. 8

Les dotations prévues au profit de la Région wallonne et de la Commission communautaire française en application du décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, peuvent faire l'objet de liquidations par tranches d'avances mensuelles, selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 9

Les allocations concernant la rémunération et le fonctionnement du personnel devant être transférées à la Région wallonne et à la Commission communautaire française par application du décret II du

19 juillet 1993 peuvent être regroupées en dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, moyennant délibération du Gouvernement, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de transfert du personnel.

Les dotations ainsi constituées pourront faire l'objet de liquidations par tranches d'avances mensuelles selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 10

Les dépenses relatives au service et au remboursement de la dette de la Communauté peuvent être effectuées selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 11

§ 1^{er}. Les crédits afférents aux programmes se rapportant aux frais de fonctionnement des administrations — appelés programmes de subsistance — comportent:

1^o Les rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité, les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce y compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire;

2^o Les dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services:

- Honoraires des avocats et des médecins — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales — Jetons de présence, frais de route et de séjour de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers;
- Dépenses de consommation relatives à l'occupation des locaux — y compris les dépenses de consommation énergétique « mazout, gaz, essence, électricité, charbon » et dépenses d'entretien — Frais de bureau, location d'équipement informatique, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres menues dépenses d'administration;
- Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, frais de transport afférents aux voyages de service et primes d'assurance des délégués du département se rendant à l'étranger, intervention de la Communauté française dans le prix des abonnements sociaux.

3^o Les dépenses exceptionnelles pour achat de biens non durables et de services, tels que les travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux et les frais de déménagement.

4° Les loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâti-ments.

5° Les autres dépenses relatives au fonctionnement des services dont la description détaillée est fournie dans le budget administratif.

6° Les dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.

§ 2. Par dérogation aux articles 15 et 22 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base 11.03 et 11.04 des activités 01 relatives aux rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel, peuvent être redistribuées entre elles au sein du même budget administratif.

Toute utilisation de la présente disposition fera l'objet d'une décision du Gouvernement et sera communiquée sans délai au Conseil de la Communauté française et à la Cour des Comptes, avec mention des divisions organiques, des programmes et des montants concernés.

CHAPITRE 2

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

SECTION 01

Dispositions générales

Art. 12

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties à chacun des comptables extraordinaires.

Ce montant maximum est porté à 25 000 000 de francs pour les comptables extraordinaires du Secteur Secrétariat général et du Secteur infrastructure.

Pour d'autres comptables, il peut être adapté par décision du Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

Art. 13

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de la Culture et de la Communication (D.O. 65 — Audiovisuel) est autorisé à effectuer des paiements lors de missions à l'étranger dans le cadre de festivals et marchés internationaux, dans la limite de 500 000 francs.

Art. 14

Les allocations de base indiquées ci-après peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures.

Secteur Cabinets

D.O. 02 — A.B. 11.02.01

Secteur Culture et Communication

D.O. 63 — A.B. 33.10.16

— A.B. 33.11.16

— A.B. 43.09.16

— A.B. 43.10.16

Art. 15

Le Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions est autorisé à accorder des avances en matière d'Inspection médicale scolaire selon le calendrier et les modalités qu'il détermine.

SECTION 02

Section particulière

Art. 16

Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant à la section particulière concernant le Ministère de la Culture et des Affaires sociales et annexée au présent décret sont évaluées à 7 033,6 millions de francs pour les recettes et à 7 068,1 millions de francs pour les dépenses.

Art. 17

L'allocation de base reprise ci-après peut être transférée à l'article 60.03 A de la section particulière, secteur Secrétariat général:

Secteur Secrétariat général

D.O. 33 — A.B. 41.03.14

Art. 18

Le Fonds 67.01 B de la section particulière «Fondations, donations, legs et prix» est alimenté en recettes par le produit de donations ou legs dont l'affectation est faite au bénéfice des métiers d'art.

Y sont imputées les dépenses conformes aux clauses d'affectation.

Art. 19

Peuvent être imputées sur l'article 66.09 B — «Fonds de la création cinématographique et audiovisuelle» les dépenses de toute nature relatives à la promotion, à la production et à l'exploitation dans

le domaine cinématographique et audiovisuel. Les dispositions reprises sous les articles 30, à l'exception du dernier alinéa, et 31 du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année 1991, sont d'application à ce Fonds. Il est également alimenté par les sanctions financières versées par les chaînes télévisuelles qui n'ont pas respecté les conventions, et par les allocations de base suivantes, par des transferts complets ou partiels:

Secteur Culture et Communication

- D.O. 65 — A.B. 33.08.21
- A.B. 33.09.21
- A.B. 33.07.21

Art. 20

L'article 66.18 A «Fonds des Sports — Rémunérations» est alimenté en recettes par des transferts provisionnels de l'article 66.51 C «Fonds des Sports».

Peut y être imputé, en dépenses, le paiement des dites rémunérations.

Des avances de Trésorerie peuvent être octroyées à concurrence d'un montant équivalent, au maximum, au quart des dépenses annuelles afférentes au personnel du Fonds des Sports effectivement repris au cadre des services de l'Exécutif de la Communauté française, à charge du remboursement dès réception par le comptable du «Fonds des Sports — Rémunérations» des recettes qui lui sont affectées.

Art. 21

L'article 66.51 C «Fonds des Sports» du Secteur Sport et Tourisme est alimenté en recettes:

- par les donations et legs dont l'affectation est faite au bénéfice de la promotion ou du développement de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;
- par les dotations de la Loterie Nationale;
- par le produit des redevances sur les paris et les pronostics sportifs;
- par les paiements, droits d'inscription, prix d'abonnement et autres revenus résultant des activités du Fonds;
- par le recouvrement des droits constatés.

Ce Fonds est alimenté, complémentirement, par l'article du budget de la Communauté française ci-après:

Secteur Sport et Tourisme

- D.O. 73 — A.B. 41.01.27

Peuvent être imputés, en dépenses, audit Fonds:

- les frais de toute nature en rapport avec le fonctionnement des centres sportifs de la Communauté française et des services extérieurs de l'Administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;

- les subventions ou avances octroyées aux fédérations reconnues, aux clubs et autres groupements affiliés pour leurs activités.

Art. 22

Le Fonds 67.02 B est habilité à recevoir le solde créditeur de l'actif de l'ASBL Centre d'Animation Permanente dissoute.

Peuvent y être imputées, les dépenses de pensions de retraite des agents transférés dans le cadre de la reprise des contrats qui les liaient à l'ASBL, et dont l'intégration dans le cadre des fonctions spécialisées n'est pas envisagée.

SECTION 03

Titre VII — Organismes d'intérêt public

Art. 23

Est approuvé le budget du Commissariat Général aux Relations Internationales pour l'année budgétaire 1994, annexé au présent décret.

Art. 24

Est approuvé le budget de l'Agence de Prévention du SIDA pour l'année 1994, annexé au présent décret.

CHAPITRE 3

MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

SECTION 01

Dispositions générales

Art. 25

Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes:

1. Des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des services administratifs du département, des services extérieurs, ainsi que des services à gestion séparée.
2. Des avances de fonds d'un montant maximum de 20 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire relevant de la Direction générale de l'Organisation des études en ce qui concerne les allocations de base 01.13.65, 01.14.65, 01.15.65 de la D.O. 92.
3. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire de l'Economat relevant de la Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative.

4. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables des Fonds des Bâtiments scolaires de la Communauté française.
5. Ces plafonds peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 26

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné, soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèce octroyés aux lauréats de concours universitaires. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent.

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de la formation, de la promotion sociale, de l'enseignement à distance et des allocations et prêts d'études est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les dépenses de frais de voyage à l'étranger des professeurs d'université, les subventions à des jeunes chercheurs et étudiants, les subventions en vue d'assurer la diffusion des connaissances scientifiques, les bourses de voyage et les indemnités diverses octroyées aux membres des jurys et des comités d'accompagnement organisés par la Communauté française, ainsi que le financement de congrès et de colloques (D.O. 94 — Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique; D.O. 95 — Recherche scientifique, A.B. 12.01.02).

Art. 27

Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit quel que soit leur montant, au profit d'un comptable extraordinaire désigné par le Ministre de la Défense nationale avec l'accord du Gouvernement de la Communauté française auquel il transmet le compte de l'utilisation des fonds avancés.

Art. 28

Par dérogation à l'article 143, premier alinéa, des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière des écoles et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, à gestion séparée, à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Art. 29

Les crédits non dissociés relatifs aux allocations de base 11.03, 43.01 et 44.01 de la D.O. 56 peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures.

Art. 30

Les subventions-traitements des membres du personnel des enseignements préscolaire et primaire, secondaire, supérieur non universitaire, spécial et de promotion sociale, de l'enseignement artistique, des centres psycho-médico-sociaux, peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 31

Les articles relatifs au paiement des rémunérations et de subventions-traitements repris au tableau 3 du présent budget peuvent supporter le paiement d'avances à l'Office national des allocations familiales des travailleurs salariés concernant les allocations familiales dues au personnel enseignant et les frais y afférents.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 32

Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté royal n° 447 du 20 avril 1986 modifiant l'article 36 de la loi du 29 mai 1959, le passage au paiement direct des subventions-traitements dans l'enseignement officiel subventionné est reporté au plus tard au 31 décembre 1994.

Art. 33

Les dépenses relatives aux allocations octroyées aux maîtres de stages dans l'enseignement fondamental peuvent être imputées sur les articles de la division organique 51 et relatifs aux traitements et subventions-traitements des réseaux concernés.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Art. 34

Les remboursements relatifs au contentieux en matière de droits d'inscription spécifiques payés par les élèves et étudiants visés aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement peuvent être imputés sur les articles relatifs au paiement des dotations ou subventions de fonctionnement des établissements fréquentés par les élèves ou étudiants susvisés.

Art. 35

Les soldes des crédits budgétaires de la division organique 92 de l'année 1993 qui ont donné lieu à un engagement direct ou sur état estimatif et qui n'ont pas été ordonnancés avant le 31 décembre 1993 font l'objet d'un report à une allocation de base du budget 1994 en fonction d'une transcodification définie par la table de conversion fournie à l'annexe I du budget administratif.

Art. 36

Les recettes enregistrées au 31 décembre 1993 au profit du crédit variable 40.01.73 de la D.O. 40 du budget 1993 sont transférées en crédit variable 40.01.51 de la D.O. 56 du budget 1994.

Art. 37

Les crédits alloués à l'A.B. 01.01.80 de la D.O. 51 ne peuvent être octroyés que moyennant l'accord de l'Inspection pédagogique du ressort duquel dépend le pouvoir organisateur concerné.

SECTION 02

Titre IV — Section particulière

Art. 38

Les opérations effectuées sur les fonds budgétaires figurant à la section particulière du tableau 3 du présent décret sont évaluées respectivement:

en recettes à 4 940 900 000 francs;
en dépenses à 4 940 900 000 francs.

Art. 39

L'article 66.48 B «Fonds pour la qualification agricole» perçoit les aides accordées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) en vue de concourir au financement des activités de formation professionnelle de personnes travaillant dans l'agriculture.

Art. 40

Les dépenses du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française et du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné s'effectuent à l'intervention de fonds ouverts à la section particulière du budget sous les articles 60.53 A et 60.54 A, sous l'autorité directe et exclusive du Ministre de l'Éducation.

Un contrôle des engagements est organisé pour les dépenses relatives au Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

Les dépenses des organismes visés au présent article s'effectuent dans la limite des moyens budgétaires mis à leur disposition, lesquels supporteront les dépenses de personnel, de fonctionnement administratif et général.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 décembre 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Éducation, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

TABLEAU I
DOTATION AU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 10				
Dotation au Conseil de la Communauté française				
Programme 1 Dotation au Conseil de la Communauté française	254,6	—	—	—
Totaux pour la Division organique 11	254,6	—	—	—

TABLEAU II

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
SECTEUR CABINETS DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE				
DIVISION ORGANIQUE 01				
Cabinet de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme				
Programme 0 Subsistance	165,2	—	—	—
Totaux pour la Division 01	165,2	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 02				
Cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales de la Communauté française				
Programme 0 Subsistance	210,3	—	—	—
Totaux pour la Division 02	210,3	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 03				
Cabinet du Ministre du Budget, de la Culture et du Sport				
Programme 0	Subsistance	122,9	—	—
Totaux pour la Division 03		122,9	—	—
DIVISION ORGANIQUE 06				
Dépenses relatives à la Cellule chargée de la coordination à l'insertion sociale				
Programme 0	Subsistance	—	—	—
Totaux pour la Division 06		—	—	—
SECTEUR SANTE				
DIVISION ORGANIQUE 21				
Affaires générales				
Programme 0	Subsistance	1,3	—	—
Programme 1	Subventions diverses	3,4	—	—
Totaux pour la Division 21		4,7	—	—
DIVISION ORGANIQUE 22				
Médecine préventive				
Programme 1	Actions diverses	60,8	—	—
Programme 2	Subventions et interventions diverses	465,6	—	—
Totaux pour la Division 22		526,4	—	—
DIVISION ORGANIQUE 23				
Médecine curative				
Programme 1	Subventions et interventions diverses	—	—	—
Totaux pour la Division 23		—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 24				
Inspection médicale scolaire				
Programme 0	Subsistance	528,7	—	—
Totaux pour la Division 24		528,7	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
DIVISION ORGANIQUE 25					
Enfance					
Programme 1	Subventions	4 352,8	—	—	—
	Fonds de subventionnement aux centres de vacances (A)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1994	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—	—
	Totaux pour la Division 25	4 352,8	—	—	—
SECTEUR SECRETARIAT GENERAL					
DIVISION ORGANIQUE 31					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	3 293,7	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	1 194,4	—	—	—
Programme 2	Mise en œuvre du décret du 1 ^{er} juillet 1982	—	—	—	—
	Totaux pour la Division 31	4 488,1	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 32					
Economat					
Programme 0	Subsistance	293,2	—	—	—
	Totaux pour la Division 32	293,2	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 33					
Aide à la Jeunesse					
Programme 0	Subsistance	127,0	—	—	—
Programme 1	Jeunes en danger et jeunes délinquants	5 491,7	—	—	—
	Totaux pour la Division 33	5 618,7	—	—	—
SECTEUR INFRASTRUCTURE					
DIVISION ORGANIQUE 38					
Infrastructure					
Programme 0	Subsistance	—	—	—	—
Programme 1	Travaux d'entretien et gestion	4,0	—	—	—
Programme 2	Charges, intérêts et amortissement d'emprunts	28,6	—	—	—
Programme 3	Investissements et subventions pour investissements	40,9	550,5	713,9	—
	Totaux pour la Division 38	73,5	550,5	713,9	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
SECTEUR AFFAIRES SOCIALES				
DIVISION ORGANIQUE 41				
Affaires générales				
Programme 0	Subsistance	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	—	—	—
	Fonds d'aide aux politiques sociales et de santé (A)			
	Totaux pour la Division 41 . . .	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 42				
Aide sociale				
Programme 1	Immigrés et lutte contre l'exclusion sociale	—	—	—
Programme 2	Organismes sociaux	—	—	—
Programme 3	Centres publics d'aide sociale	—	—	—
	Fonds destiné au financement des centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception de ceux de la Région de langue allemande (A)			
	Totaux pour la Division 42 . . .	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 43				
Aide sociale spécialisée				
Programme 1	Personnes handicapées	7,0	—	—
Programme 2	Délinquants et handicapés sociaux	139,2	—	—
Programme 3	Indigents	—	—	—
	Totaux pour la Division 43 . . .	146,2	—	—
DIVISION ORGANIQUE 44				
Famille				
Programme 1	Famille	—	—	—
	Totaux pour la Division 44 . . .	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION				
DIVISION ORGANIQUE 61				
Affaires générales				
Programme 0	Subsistance	129,5	—	—
	Fonds de remploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	6,0
	— Disponible pour 1994	—	—	6,0
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
Programme 1	Initiatives et interventions diversés	112,8	—	—
	Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du FIPI (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1994	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
	Fonds d'exploitation du centre culturel « Marcel Hicter » à la Marlagne (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	15,5
	— Disponible pour 1994	—	—	15,5
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
	Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	3,0
	— Disponible pour 1994	—	—	3,0
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
	Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Séroule (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	2,4
	— Disponible pour 1994	—	—	2,4
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
Programme 2	Centres culturels	372,3	—	—
Programme 3	Aide aux associations francophones des communes à statut linguistique spécial	10,1	—	—
Totaux pour la Division 61		624,7	—	26,9

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 62				
Promotion artistique				
Programme 1	Promotion artistique	73,6	—	—
Programme 2	Théâtre	865,1	—	—
Programme 3	Musique	699,8	—	—
Programme 4	Art de la danse	133,0	—	—
Totaux pour la Division 62		1 771,5	—	—

DIVISION ORGANIQUE 63**Livre**

Programme 1	Lecture publique	325,8	—	—
	Fonds des centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque publique centrale de la Communauté française (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	0,2
	— Disponible pour 1994	—	—	0,2
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
Programme 2	Lettres françaises	92,5	—	—
Programme 3	Lettres endogènes	2,0	—	—
Programme 4	Langue française	8,1	—	—
Programme 5	Promotion du livre	7,0	—	—
	Fonds de l'édition du Livre (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	5,6
	— Disponible pour 1994	—	—	5,6
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
	Fonds d'aide à la diffusion (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1994	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
Totaux pour la Division 63		435,4	—	5,8

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
DIVISION ORGANIQUE 64				
Jeunesse et Education permanente				
Programme 1	Initiatives et interventions diverses	0,5	—	—
Programme 2	Jeunesse	367,1	—	—
Programme 3	Education permanente	616,8	—	—
Programme 4	Activités socio-culturelles	46,7	—	—
	Fonds pour la formation socio-culturelle (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	0,3
	— Disponible pour 1994	—	—	0,3
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
	Totaux pour la Division 64	1 031,1	—	0,3

DIVISION ORGANIQUE 65

Audiovisuel

Programme 1	Initiatives et interventions diverses	11,8	—	—
Programme 2	Cinéma et vidéo	530,8	—	—
Programme 3	Radio et télévision	6 272,5	—	—
	Fonds d'aide à la création radiophonique (B)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	5,0
	— Disponible pour 1994	—	—	5,0
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
Programme 4	Presse	40,9	—	—
	Fonds de développement à la presse écrite (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	140,0
	— Disponible pour 1994	—	—	140,0
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
	Totaux pour la Division 65	6 856,0	—	145,0

DIVISION ORGANIQUE 66

Patrimoine et Arts plastiques

Programme 0	Subsistance	16,1	—	—
Programme 1	Dépenses et subventions diverses	171,4	—	—
	Totaux pour la Division 66	187,5	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
SECTEUR SPORT					
DIVISION ORGANIQUE 71					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance	45,5	—	—	—
Totaux pour la Division 71 . . .		45,5	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 72					
Tourisme					
Programme 0	Subsistance	—	—	—	—
Programme 1	Activités, subventions, primes	—	—	—	—
Programme 2	Interventions diverses	—	—	—	—
Totaux pour la Division 72 . . .		—	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 73					
Education physique et Sports					
Programme 0	Subsistance	8,0	—	—	—
Programme 1	Recherches et développement	22,5	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses	314,3	—	—	—
Programme 3	Subventions particulières	2,5	—	—	—
Totaux pour la Division 73 . . .		347,3	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 74					
Centres sportifs extérieures et touristiques					
Programme 1	Initiatives diverses	38,7	—	—	—
Totaux pour la Division 74 . . .		38,7	—	—	—
Total Ministère de la Culture et des Affaires sociales . . .		27 868,4	550,5	713,9	178,0

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

M	Alloca- tions de base	Mode de dispo- sition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} jan- vier 1994	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décem- bre 1994
---	-----------------------------	--------------------------------	----------	---	------------------------	------------------------	-----------------------------------

SECTEUR SECRETARIAT GENERAL

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

02	60	03	A (27)	Fonds destinés au paiement des subsides d'entretien, d'éducation et de traitement de mineurs d'âge autres que ceux confiés aux institutions publiques de protection de la jeunesse (loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse)	19,2	5 366,2	5 366,2	19,2
01	66	25	A (50)	Rémunérations des agents contractuels subventionnés, attachés au Ministère de la Culture et des Affaires sociales	—	220,9	220,9	—
Totaux pour la section I					19,2	5 587,1	5 587,1	19,2
TOTAUX POUR LE SECTEUR SECRETARIAT GENERAL					19,2	5 587,1	5 587,1	19,2

SECTEUR INFRASTRUCTURE

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

01	60	09	B (45)	Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française.	—	—	—	—
Totaux pour la section I					—	—	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR INFRASTRUCTURE					—	—	—	—

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

01	60	02	A (24)	Fonds de soins médico-socio-pédagogiques créé en vue du paiement des frais de logement, d'entretien, de traitement et d'éducation des handicapés belges et étrangers (arrêté royal du 10 novembre 1967)	—	—	—	—
----	----	----	--------	---	---	---	---	---

(En millions de francs)

M	Alloca- tions de base	Mode de dispo- sition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} jan- vier 1994	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décem- bre 1994
1	66	07	A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant (93) un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. — Aide aux familles. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	—	—	—
			Totaux pour la section I	—	—	—	—
			TOTAUX POUR LE SECTEUR AFFAIRES SOCIALES	—	—	—	—
SECTEUR SANTE							
SECTION I							
DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SUR RESSOURCES AFFECTEES							
01	66	08	A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant (96) un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	—	—	—
			Totaux pour la section I	—	—	—	—
SECTION II							
SERVICES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SOUIS A DES REGLES DE GESTION PARTICULIERES							
01	70	09	C Hôpital psychiatrique de Mons. — Fonds d'exploitation . (65)	—	—	—	—
01	70	10	C Hôpital psychiatrique de Tournai. — Fonds d'exploitation (68)	—	—	—	—
			Totaux pour la section II	—	—	—	—
			TOTAUX POUR LE SECTEUR SANTE	—	—	—	—

(En millions de francs)

M	Alloca- tions de base	Mode de dispo- sition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} jan- vier 1994	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décem- bre 1994
SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION							
SECTION I							
DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SUR RESSOURCES AFFECTEES							
03	66	09	B Fonds de création cinématographique et audiovisuelle (02)	214,5	225,0	270,0	169,5
04	66	10	A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant (05) un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	433,7	433,7	—
04	67	01	B Fondations, donations, legs et prix (84)	1,0	—	—	1,0
04	67	02	B Recettes diverses de la Communauté à répartir ultérieure- (87) ment	—	—	—	—
Totaux pour la section I				215,5	658,7	703,7	170,5
TOTAUX POUR LE SECTEUR CULTURE ET COMMU- NICATION				215,5	658,7	703,7	170,5

SECTEUR SPORT**SECTION I****DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES**

04	66	14	A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant (17) un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	0,8	1,3	1,3	0,8
04	66	18	A. Fonds des sports. — Rémunérations (29)	—	182,5	182,5	—
04	66	51	C Fonds des sports (31)	31,0	604,0	593,5	41,5
Totaux pour la section I				31,8	787,8	777,3	42,3
TOTAUX POUR LE SECTEUR SPORT ET TOURISME				31,8	787,8	777,3	42,3
TOTAUX POUR LA SECTION PARTICULIERE				266,5	7 033,6	7 068,1	231,7

TABLEAU III
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 05				
Cabinet du Ministre de l'Éducation				
Programme 0	Fonctionnement du cabinet	130,9	—	—
Programme 1	Informatisation. — Frais de premier établissement	—	—	—
	Totaux pour la Division 05	130,9	—	—
DIVISION ORGANIQUE 40				
Secrétariat général et Services communs				
Programme 0	Subsistance	1 020,7	—	—
Programme 1	Provisions pour charges diverses	326,0	—	—
Programme 2	Cellule de modernisation et de formation	2,0	—	—
Programme 3	Statistiques	14,0	—	—
Programme 4	Secrétariat général, cellule interministérielle de la Trésorerie et du budget et centre de documentation	27,5	—	—
Programme 5	Bibliothèque	11,2	—	—
Programme 6	Service juridique et service de traduction	21,4	—	—
Programme 7	Collaboration aux institutions internationales — Divers	196,4	—	—
	Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration (A)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—
	— Disponible pour 1994	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
	Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelle (C)			
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	117,5
	— Disponible pour 1994	—	—	117,5
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—
Programme 8	Centre de traitement de l'information et imprimerie	280,4	—	—
Programme 9	Affaires générales	—	—	—
	Totaux pour la Division 40	1 899,6	—	117,5

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 51				
Enseignement préscolaire et enseignement primaire				
Programme 0	Subsistance Administration	149,1	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	305,5	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles maternelles de la Communauté	1 022,7	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles maternelles officielles subventionnées	6 384,0	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles maternelles libres subventionnées	4 705,0	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles primaires de la Communauté	3 667,2	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles primaires officielles subventionnées	13 594,8	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles primaires libres subventionnées	11 923,3	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire	400,0	—	—
	Totaux pour la Division 51 . . .	42 151,6	—	—
DIVISION ORGANIQUE 52				
Enseignement secondaire				
Programme 0	Subsistance Administration	236,6	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	203,0	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté — Enseignement de plein exercice	23 388,9	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de plein exercice	13 741,5	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de plein exercice	35 348,7	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles à horaire réduit de la Communauté	130,8	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées à horaire réduit	165,7	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles libres subventionnées à horaire réduit	426,9	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire	100,0	—	—
	Totaux pour la Division 52 . . .	73 742,1	—	—
DIVISION ORGANIQUE 53				
Enseignement spécial				
Programme 0	Subsistance Administration	47,8	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	29,6	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté	3 173,5	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	2 332,4	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées	4 422,6	—	—
	Totaux pour la Division 53 . . .	10 005,9	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 54				
Enseignement universitaire				
Programme 0	Subsistance Administration	40,3	—	—
Programme 1	Universités de la Communauté	5 699,8	—	—
Programme 2	Universités libres	13 848,0	—	—
Programme 3	Contrôle des universités	60,9	—	—
Programme 4	Subventions diverses	8,3	—	—
Programme 5	Enseignement universitaire	27,0	—	—
Totaux pour la Division 54		19 684,3	—	—

DIVISION ORGANIQUE 55**Enseignement supérieur non universitaire**

Programme 0	Subsistance Administration	75,4	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	4,7	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté de type long	991,0	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de type long	536,0	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de type long	1 098,1	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles de la Communauté de type court	1 643,6	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de type court	2 324,1	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de type court	3 299,0	—	—
Programme 8	Enseignement supérieur non universitaire	6,5	—	—
Totaux pour la Division 55		9 978,6	—	—

DIVISION ORGANIQUE 56**Enseignement de promotion sociale**

Programme 0	Subsistance Administration	54,7	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	20,6	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté	973,5	—	—
Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	8,0
	— Disponible pour 1994	—	—	8,0
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées . . .	1 540,4	—	—	—
	Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'applica- tion des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1994	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées	932,8	—	—	—
	Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'applica- tion des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1994	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—	—
Programme 5	Actions fonds social européen				
	Fonds d'intervention du Fonds social européen pour la réalisation de programmes d'action ou de formation de réinsertion professionnelle par l'enseignement de promo- tion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1994	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—	—
Totaux pour la Division 56		3 522,0	—	—	8,0
DIVISION ORGANIQUE 82					
Formation					
Programme 0	Substance Administration	315,7	—	—	—
Programme 1	Initiatives diverses — Formation des salariés et des appointés	—	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses — Formation des salariés et des appointés	—	—	—	—
Programme 3	Initiatives diverses — Formation des indépendants	—	—	—	—
Programme 4	Subventions diverses — Formation des indépendants	—	—	—	—
Totaux pour la Division 82		315,7	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 83					
Enseignement artistique					
Programme 0	Substance Administration	40,4	—	—	—
Programme 1	Initiatives et subventions diverses	30,0	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté	835,2	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées	2 416,7	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées	765,5	—	—	—
Totaux pour la Division 83		4 087,8	—	—	—

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
DIVISION ORGANIQUE 89					
Bâtiments scolaires					
Programme 0	Fonctionnement du Fonds des bâtiments scolaires et des Institutions succédant au Fonds national de garantie	2 340,0	—	—	—
	Fonds destiné à la prise en charge des rémunérations des agents du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (B)				
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	70,0
	— Disponible pour 1994	—	—	—	70,0
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—	—
Totaux pour la Division 89		2 340,0	—	—	70,0
DIVISION ORGANIQUE 91					
Service des transports scolaires					
Programme 0	Subsistance Administration	—	—	—	—
Programme 1	Transport dans l'enseignement de la Communauté	100,5	—	—	—
Totaux pour la Division 91		100,5	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 92					
Organisation des études					
Programme 0	Subsistance Administration	142,0	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	13,2	—	—	—
Programme 2	Organisation des études — Structures — Programmes — Activités de formation, recherches et information — Etablissements de la Communauté française	115,1	—	—	—
Programme 3	Activités interréseaux — Recherches et enquêtes	85,4	—	—	—
Programme 4	Organisation des études — Centres technique et de formation des personnels de la Communauté française — Auxiliaires de l'enseignement et activités parascolaires — Etablissements de la Communauté française	106,6	—	—	—
Programme 5	Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française	4,4	—	—	—
Programme 6	Activités interréseaux	315,2	—	—	—
Totaux pour la Division 92		781,9	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 93					
Centres PMS					
Programme 0	Subsistance Administration	0,1	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	13,0	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des Centres PMS de la Communauté	834,9	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement		
Programme 3	Fonctionnement des Centres PMS officiels subventionnés	622,5	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des Centres PMS libres subventionnés	893,5	—	—	—
Totaux pour la Division 93		2 364,0	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 94					
Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique					
Programme 0	Subsistance Administration	27,1	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses	12,2	—	—	—
Totaux pour la Division 94		39,3	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 95					
Recherche scientifique					
Programme 0	Subsistance	8,9	—	—	—
Programme 1	Subventions ASBL ou assimilés	21,4	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses	463,0	—	—	—
Programme 3	Recherche scientifique	2 384,7	—	—	—
Fonds de la Recherche scientifique (B)					
	— Solde au 1 ^{er} janvier 1994	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours	—	—	—	—
	— Disponible pour 1994	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1994	—	—	—	—
Totaux pour la Division 95		2 878,0	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 96					
Enseignement à distance					
Programme 0	Subsistance	117,7	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection	—	—	—	—
Totaux pour la Division 96		117,7	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 97					
Allocations et prêts d'études					
Programme 0	Subsistance	15,0	—	—	—
Programme 1	Allocations et prêts	1 550,1	—	—	—
Totaux pour la Division 97		1 565,1	—	—	—
Totaux généraux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation		175 705,0	—	—	195,5

SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

M	Alloca-tions de base	Mode de dispo-sition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} jan- vier 1994	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décem- bre 1994
---	----------------------	----------------------	----------	---	---------------------	---------------------	-----------------------------

SECTION I

 DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
 SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

 FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
 PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	30	B	Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971) Ce fonds est alimenté complémentai- rement par les trans- ferts de l'A.B. suivante: D.O. 97 — A.B. 41.01 (<i>gestion séparée</i>).	—	1 580,0	1 580,0	—
60	53	A	Opérations du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 5, § 3, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (<i>gestion séparée</i>). Ce fonds est alimenté complémentai- rement par les transferts de l'A.B. suivante D.O. 89 — A.B. 01.01.	9,5	1 785,0	1 785,0	9,5
60	54	A	Opérations du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseigne- ment officiel subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 8, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (<i>gestion séparée</i>). Ce fonds est alimenté complémentai- rement par les trans- ferts de l'A.B. suivante D.O. 89 — A.B. 01.02.	6,2	630,0	630,0	6,2
Totaux pour le chapitre I.				15,7	3 995,0	3 995,0	15,7

CHAPITRE II

 FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES
 PARTICULIERES

66	38	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental. En cas de situation débitri- ce de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	-1 269,6	566,0	566,0	-1 269,6
----	----	---	---	----------	-------	-------	----------

(En millions de francs)

M	Alloca- tions de base	Mode de dispo- sition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} jan- vier 1994	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 decem- bre 1994
66	39	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	- 169,5	74,0	74,0	- 169,5
66	40	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	- 15,3	1,1	1,1	- 15,3
66	41	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	- 480,9	208,0	208,0	- 480,9
66	42	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	- 66,6	52,0	52,0	- 66,6
66	43	B	Remunerations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	- 18,2	32,0	32,0	- 18,2
66	48	B	Fonds pour la qualification agricole et l'éducation sociale et économique (arrêté royal du 23 août 1974)	- 80,5	3,5	3,5	- 80,5
66	49	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	- 97,2	3,0	3,0	- 97,2
67	02	B	Fondations, donations, legs et prix (conformément au tableau repris en annexe)	5,9	0,3	0,3	5,9
Totaux pour le chapitre II				- 2 191,9	939,9	939,9	- 2 191,9
Totaux pour la section I				- 2 176,2	4 934,9	4 934,9	- 2 176,2

(En millions de francs)

M	Alloca- tions de base	Mode de dispo- sition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} jan- vier 1994	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 decem- bre 1994
---	-----------------------------	--------------------------------	----------	---	------------------------	------------------------	-----------------------------------

SECTION II

SERVICES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SOU MIS
A DES REGLES DE GESTION PARTICULIERES

CHAPITRE I

SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION
SEPARÉE

70	20	C	Etablissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Education — fonds d'exploitation	10,9	6,0	6,0	10,9
Totaux pour le chapitre I.				10,9	6,0	6,0	10,9

CHAPITRE *Ibis*SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION
SEPARÉE
DE L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE

70	02 (27)	C	Budgets agrégés des Services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté (transfert de l'A.B. 41.23, D.O. 51, 52, 53, 55 et 56)	—	—	—	—
70	04 (33)	C	Budgets agrégés des Services de la Communauté à gestion séparée pour les centres P.M.S. de la Communauté (transfert de l'A.B. 41.23, D.O. 93)	—	—	—	—
Totaux pour le chapitre <i>Ibis</i>				—	—	—	—
Totaux pour la section II.				10,9	6,0	6,0	10,9
TOTAUX POUR LA SECTION PARTICULIERE				-2 165,3	4 940,9	4 940,9	-2 165,3

TITRE VII

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

(En milliers
de francs)

CHAPITRE 41

PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE
DU COMMISSARIAT GENERAL

411.02	Recettes fonctionnelles	9,869
411.09	Récupérations	78,389
413.01	Intérêts sur placements	8,000
414.01	Recettes exceptionnelles	5,000

CHAPITRE 43

PRODUITS DE LA VENTE D'OBJETS PATRIMONIAUX

432.01	Produits de la vente de biens mobiliers	6,220
--------	---	-------

CHAPITRE 44

RECETTES FINANCIERES PATRIMONIALES

442.02	Produits d'emprunts	p.m.
444.05	Remboursements d'avances	p.m.

CHAPITRE 45

INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC

452.01	Contribution de la Communauté française	935,600
452.02	Divers	p.m.

CHAPITRE 49

RECETTES POUR ORDRE

491.01	Divers	10,000
	Total des recettes	1 053,078
	Majorées des crédits disponibles au 31 décembre 1993.	19,641
		1 072,719

(En milliers
de francs)

CHAPITRE 51

MONTANTS A PAYER AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME

511.01	Rémunération du personnel, y compris les charges sociales	241,259
511.05	Service social	0,748
511.07	Formation professionnelle	0,315
511.08	Indemnités couvrant des charges réelles	4,140
511.09	Indemnités ne couvrant pas de charges réelles. Heures supplémentaires, y compris le précompte professionnel	1,500
511.10	Provision pension (part patronale)	5,450
	Total chapitre 51	253,412

CHAPITRE 52

MONTANTS A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES
ET TRAVAUX QUI ONT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS
NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES

521.01	Loyer des locaux et charges. — Loyer + charges (dépenses énergétiques comprises)	43,700
521.02	Location de matériel et mobilier. — Entre autres, location de photocopieuses.	2,000
521.03	Aménagement, entretien et réparation des locaux. — Entretien et remise en état des locaux	3,400
521.04	a) Entretien et réparation du matériel et mobilier	4,750
	b) Entretien et réparation des véhicules	3,200
521.05	Assurances	5,000
521.07	Produits de consommation (carburant)	0,900
521.09	Divers. — Frais divers (locaux, matériel, véhicules)	0,125
522.01	Frais de bureau. — Frais de bureau, économat, téléphone et télex, affranchissement, documentation, frais de banque, timbres fiscaux	14,000
524.01	Honoraires avocats, experts	1,810
525.01	Remboursement d'emprunts	21,820
	Total chapitre 52	100,705

CHAPITRE 53

EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE

532	Dépenses de toute nature relatives à la promotion des actions extérieures de la Communauté française:	
532.01	Mensuel «Présence». — Revue Wallonie-Bruxelles.	10,865
532.02	Achat, location de stands, location d'espaces dans les journaux, etc.	4,650
532.04	Réalisation de vidéogrammes, impression de brochures et de dépliants	3,330
532.05	Achat d'insignes, drapeaux et cadeaux	0,440
	Total article 532.	19,285

		(En milliers de francs)
533	Représentation de la Communauté française à l'étranger:	
533.01	Dépenses de toute nature concernant le Centre Wallonie-Bruxelles à Paris	19,503
533.02	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles au Québec	5,536
533.03	Dépenses de toute nature concernant la Délégation générale Wallonie-Bruxelles chargée des affaires multilatérales et francophones	9,968
533.04	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Kinshasa	8,291
533.05	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Genève	5,475
533.07	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis	3,015
533.08	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar	5,388
533.11	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles auprès des Commu- nautés européennes	1,248
533.14	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Prague	4,838
533.99	Autres	1,650
	Total article 533.	64,912
534	Secteur multilatéral	
534.01	COTISATIONS	
534.01.01	a) AUPELF. — Subvention à l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française (siège à Montréal)	3,500
	b) AUPELF. — Fonds international de coopération universitaire	1,000
534.01.02	CILF. — Subvention au Conseil international de la langue française (siège à Paris)	1,200
534.01.03	Union des éditeurs. — Subvention à l'Union des Editeurs de langue française (siège à Bruxelles)	0,200
534.01.04	Fédération des professeurs de français. — Subvention à la Fédération internationale des professeurs de français (siège à Paris)	0,100
534.01.05	CONFESJES. — Subvention à la Conférence des Ministres de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (siège à Dakar)	0,750
534.01.06	ACCT. — Subvention à l'Agence de Coopération culturelle et technique (siège à Paris)	95,781
534.01.07	CAMES. — Subvention au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (siège à Ouagadougou)	0,700
534.01.08	FEJ. — Subvention au Fonds européen de la jeunesse (siège à Strasbourg)	1,320
	Total cotisations	104,551
534.02	ACTIONS	
534.02.01	Colloques, rencontres, etc. internationaux:	
	a) en Communauté française	2,050
	b) à l'étranger	3,770
534.02.02	Activités diverses dans le cadre multilatéral:	
	a) Communautés européennes	13,355
	b) Conseil de l'Europe	3,400
	c) UNESCO	0,900

		(En milliers de francs)
	d) OCDE	1,000
	e) Francophonie	2,200
	f) Autres organisations internationales	0,900
534.02.04	Dépenses de toute nature relatives aux actions menées dans le cadre du suivi des Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française	36,370
534.02.05	Organisation d'une biennale de la poésie	2,000
534.02.06	Conférence sur les minorités francophones	p.m.
	Total actions	65,945
	Total article 534	170,496
535	Relations internationales bilatérales de la Communauté française de Belgique:	
535.01	Frais de missions et d'accueils d'experts ou de groupes. — Bourses	315,000
535.02	Dépenses de toute nature et transferts relatifs à la promotion des échanges de jeunes	16,756
535.03	Actions de promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger	71,264
	Total article 535	403,020
536	Dépenses courantes pour l'enseignement et la recherche, la diffusion artistique et littéraire, les échanges culturels et socio-culturels et la coopération en matières sociales et de santé:	
536.01	Secteur culturel.	30,425
536.02	Secteur enseignement et formation	1,260
536.03	Secteur personnalisable	5,730
	Total article 536	37,415
537	Dépenses particulières	
537.01	Ristournes et non-valeurs	2,714
	Total article 537	2,714
	Total chapitre 53	697,842

CHAPITRE 55

ACHATS DE BIENS PATRIMONIAUX

550.01	Immeubles	2,700
550.02	Acquisitions nouvelles (matériel, mobilier, véhicules automobiles)	1,000
550.03	Achats et locations concernant l'informatique	6,060
550.04	Achat d'équipements destinés à l'étranger	1,000
	Total chapitre 55	10,760

CHAPITRE 59

DEPENSES POUR ORDRE

591.01	Divers	10,000
	Total chapitre 59	10,000
	Total des dépenses	1 072,719

(En milliers
de francs)

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

RECETTES

CHAPITRE 41

INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC FRANÇAIS,
DES PROVINCES, DES COMMUNES, DES FONDS

411.01	Contribution de la Communauté française	137 500,000
--------	---	-------------

CHAPITRE 42

PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE

421.01	Vente de documents et abonnements	100,000
421.02	Divers	100,000
421.03	Remboursements traitements agents détachés (2 agents)	1 600,000
424.01	Donations et legs	100,000
	Recettes majorées des crédits disponibles au 31 décembre 1992.	p.m.
	Total des recettes	139 400,000

DEPENSES

CHAPITRE 51

PAIEMENT AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME

511.01	Rémunération brute, pécules vacances et de fin d'année, abonnements train	16 840,000
511.04	Charges sociales, Ciger, Formation, SMIB, service saraté administratif	5 010,000
	Total chapitre 51	21 850,000

CHAPITRE 52

DEPENSES A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATION,
FOURNITURES, TRAVAUX, ETC. AYANT POUR OBJET DES SERVICES
OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES

521.01	Loyers, déménagement, aménagement	3 450,000
521.02	Nettoyage, entretien et chauffage.	1 000,000
521.03	Frais de mission	400,000

		(En milliers de francs)
521.04	Assurances	400,000
521.05	Intérêts sur emprunt	3 400 000
522.01	Bureau (économat, téléphone, poste, ...)	1 900,000
526.01	Autres prestations et travaux par des tiers.	500,000
	Total chapitre 52	11 050,000

CHAPITRE 53

DEPENSES A PAYER A DES TIERS PAR SUITE DE L'EXERCICE
PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE

532	Dépenses particulières	
532.01	Contrats programmes	82 200,000
532.02	Campagnes mass media et dépenses diverses en relation avec les missions de l'organisme	14 600,000
532.03	Opérations spéciales, animations décentralisées	2 000,000
532.04	Réalisation, impression et diffusion d'outils pédagogiques (BD, dossiers, dépliants, ...)	4 300,000
532.05	Centre de documentation	350,000
532.06	Recherches scientifiques et évaluations	1 600,000
532.07	Autres prestations et travaux per des tiers.	850,000
	Total chapitre 53	105 900 000

CHAPITRE 54

DEPENSES SUR RESSOURCES AVEC AFFECTATIONS SPECIALES

540.01	Projets à définir pour 1994	100,000
	Total chapitre 54	100,000

CHAPITRE 55

SOMMES A PAYER A DES TIERS POUR L'ACQUISITION
DE BIENS PATRIMONIAUX

550.02	Mobilier	200,000
550.04	Matériel	300,000
	Total chapitre 55	500,000
	Total des dépenses	139 400,000

TABLEAU IV
DETTE PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 30				
Dette publique				
Programme 0	Subsistance	8,9	—	—
Programme 1	Service de la dette	5 091,1	—	—
Totaux pour la Division organique 30 . . .		5 100,0	—	—

TABLEAU V
DOTATION A LA REGION WALLONNE ET LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
DIVISION ORGANIQUE 11				
Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française				
Programme 1	Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	15 373,0	—	—
Totaux pour la Division organique 11 . . .		15 373,0	—	—

VERTALING

[Mac 29051]

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 780

27 DECEMBER 1993

Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1994 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Er worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten, bestemd voor het dekken van de uitgaven van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1994, geopend overeenkomstig de programma's die opgesomd zijn in de bij dit decreet gevoegde tabel en waarvan de synthese hierna vermeld is. Dezelfde tabel geeft de raming op van de uitgaven die in 1994 aan te rekenen zijn ten laste van de veranderlijke kredieten.

SAMENVATTENDE TABEL

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
Begroting van de Dotatie (tabel 1).....	254,6	—	—	—
Begroting van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel 2).....	27 868,4	550,5	713,9	178,0
Begroting van het Ministerie Van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel 3).....	175 705,0	—	—	195,5
Begroting van de Schuld (tabel 4).....	5 100,0	—	—	—
Begroting van Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie.....	15 373,0	—	—	—
Algemeen totaal.....	224 301,0	550,5	713,9	373,5

Die kredieten worden opgesomd in de bij dit decreet gevoegde tabel. In de artikelen van dit decreet worden de volgende afkortingen gebruikt :

"O.A." voor "organisatie-afdeling";
"B.A." voor "basisallocatie".

Art. 2. Lid 3 van artikel 12 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, is niet van toepassing voor het begrotingsjaar 1994.

Er kunnen subsidies van facultatieve aard worden toegekend binnen de perken van het voorwerp van de basisallocaties die daartoe op de administratieve begroting uitgetrokken zijn.

Art. 3. De vergoedingen wegens begrafenis-kosten alsook de geboortetolagen kunnen op dezelfde wijze worden uitbetaald als de bezoldigingen van de begunstigen.

Art. 4. Artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is niet van toepassing voor het begrotingsjaar 1994 wat de begrotingsfondsen betreft die vermeld zijn in de afzonderlijke secties opgenomen in de hierna vermelde tabellen.

De wijze van beschikking over het tegoed dat vermeld wordt voor die fondsen in de tabellen van de afzonderlijke secties wordt naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk ervan aangeduid.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Regering wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten geboekt hebben, worden door het teken C aangegeven.

Art. 5. De gesubsidieerde contractuelen en het personeel dat ressorteert onder het Interdepartementaal Begrotingsfonds worden betaald op de artikelen van de afzonderlijke secties van de bijgevoegde tabellen, gestijfd door de bijdrage van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

— wat het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel 2) betreft: artikelen 66.07 A, 66.08 A, 66.10 A, 66.14 A, 66.25 A.

— wat het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel 3) betreft: artikelen 66.38 B, 66.39 B, 66.40 B, 66.41 B, 66.42 B, 66.43 B, 66.49 A.

Art. 6. De debetrente die voortvloeit uit het beheer van de thesaurie op korte termijn, kan door de kassier van ambtswege worden ontvangen en wordt geregulariseerd ten laste van de algemene uitgavenbegroting.

Art. 7. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen de in de artikelen 12 en 25 bedoelde geldvoorschotten aangewend worden voor het uitkeren van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel dat door de Gemeenschap wordt bezoldigd, alsook voor het betalen van schuldvorderingen die voortvloeien uit overeenkomsten die 200 000 frank niet overschrijden, met inbegrip van de aankopen van kunstwerken, alsook de hulp-gelden en de toelagen van sociale aard en de subsidies die lager zijn dan 50 000 frank.

Die bedragen kunnen voor sommige rekenplichtigen worden aangepast bij beslissing van de Regering en volgens door haar nader te bepalen regels.

Art. 8. De dotaties die bepaald zijn ten voordele van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie bij toepassing van het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, kunnen worden uitbetaald in schijven van maandvoorschotten, volgens de procedure van de vaste uitgaven.

(1) Zitting 1993-1994.

Stukken van de Raad. — Nrs. 4-II, nr. 1 : Ontwerp van decreet. — Nr. 1 : Bijlage 1. — Nr. 2 : Verslag. — Nrs. 3 tot 5 : Amendementen. Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 14 en 15 december 1993. — Aanneming. Vergadering van 15 december 1993.

Art. 9. De allocaties betreffende de bezoldiging en de werking van het personeel dat naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie moet worden overgedragen bij toepassing van het decreet II van 19 juli 1993 kunnen worden gegroepeerd als dotaties aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, mits beraadslaging door de Regering, op de datum van inwerkingtreding van het besluit houdende overdracht van het personeel.

De aldus bepaalde dotaties kunnen worden uitbetaald in schijven van maandvoorschotten volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Art. 10. De uitgaven met betrekking tot de dienst en de terugbetaling van de schuld van de Franse Gemeenschap kunnen worden gedaan volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Art. 11. § 1. De kredieten voor de programma's die betrekking hebben op de werkingskosten van de administraties - bestaansmiddelenprogramma's genoemd - behelzen:

1° De bezoldigingen en allerhande toelagen van het actief en in beschikbaarheid gesteld personeel, de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen - met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden - alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel;

2° De bestendige uitgaven voor aankopen van niet-duurzame goederen en van diensten:

— Erelonen van advocaten en geneesheren - Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken - Presentiegelden, reis- en verblijfskosten van niet tot de administraties van de Franse Gemeenschap behorende personen - Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden;

— Verbruiksgoederen met betrekking tot het bezetten van de lokalen - met inbegrip van de uitgaven voor energieverbruik "stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen" - en uitgaven voor onderhoud - Bureaukosten, huur van informatica-uitrustingen, vervoer, belastingen, retributies, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kleding en andere kleine bestuursuitgaven;

— Allerhande vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, de reiskosten betreffende de dienstreizen en de verzekeringspremies van de afgevaardigden van het departement die zich naar het buitenland begeven, de bijdrage van de Franse Gemeenschap in de prijs van de sociale abonnementen.

3° De uitzonderlijke uitgaven voor aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten, waaronder werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen en de verhuiskosten.

4° De huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de huurgelden, de bezoldigingen en vergoedingen verschuldigd aan de Regie der Gebouwen.

5° De andere uitgaven met betrekking tot de werking van de diensten waarvan de gedetailleerde omschrijving in de administratieve begroting wordt weergegeven.

6° De uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen: machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land.

§ 2. In afwijking van de artikelen 15 en 22 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit mogen de basisallocaties 11.03 en 11.04 van de activiteiten 01 met betrekking tot de bezoldigingen en allerhande vergoedingen van het personeel binnen éénzelfde administratieve begroting onder elkaar herverdeeld worden.

Over elk gebruik van deze bepaling zal de Regering beslissen en dit gebruik zal aan de Raad van de Franse Gemeenschap en aan het Rekenhof, met vermelding van de betrokken organisatie-afdelingen, programma's en bedragen zonder verwijl worden medegedeeld.

HOOFDSTUK II. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

SECTIE 01. — Algemene bepalingen

Art. 12. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank aan elk van de buitengewone rekenplichtigen worden verleend.

Dit maximumbedrag wordt op 25 000 000 frank gebracht voor de buitengewone rekenplichtigen van de Sector Secretariaat-Generaal en de Sector Infrastructuur.

Voor andere rekenplichtigen kan dit bedrag worden aangepast bij beslissing van de Regering en volgens door haar nader te bepalen regels.

Art. 13. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie (O.A. 65 - Audiovisuele sector) wordt ertoe gemachtigd betalingen te verrichten ter gelegenheid van opdrachten in het buitenland in het kader van internationale festivals en overeenkomsten, binnen de perken van 500 000 frank.

Art. 14. De hierna vermelde basisallocaties kunnen uitgaven dekken die betrekking hebben op vorige begrotingsjaren.

Sector Kabinetten
O.A. 02
— B.A. 11.02.01.

Sector Cultuur en Communicatie
O.A. 63
— B.A. 33.10.16
— B.A. 33.11.16
— B.A. 43.09.16
— B.A. 43.10.16

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid het Medisch Schooltoezicht behoort, wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te staan inzake medisch schooltoezicht volgens de tijdsindeling en de nader door hem te bepalen regels.

SECTIE 02. — Afzonderlijke sectie

Art. 16. De verrichtingen op de speciale fondsen die vermeld zijn in de bij dit decreet gevoegde afzonderlijke sectie betreffende het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken worden op 7 033,6 miljoen frank voor de ontvangsten en op 7 068,1 miljoen frank voor de uitgaven geraamd.

Art. 17. De hierna vermelde basisallocatie kan worden overgedragen naar artikel 60.03 A van de afzonderlijke sectie, sector Secretariaat-Generaal:

Sector Secretariaat-Generaal
O.A. 33 - B.A. 41.03.14

Art. 18. Het Fonds 67.01 B van de afzonderlijke sectie "Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen" wordt gestijfd, voor zijn ontvangsten, door de opbrengst van schenkingen of legaten bestemd voor kunstambachten.

Worden hierop aangerekend, de uitgaven die voldoen aan de bestemmingsbepalingen.

Art. 19. Op artikel 66.09 B - "Fonds voor film- en audiovisuele creatie" kunnen worden aangerekend, de uitgaven van alle aard in verband met de promotie, de productie en de uitbating op het gebied van de film en de audiovisuele sector. De bepalingen vermeld onder de artikelen 30, met uitzondering van het laatste lid, en 31 van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, zijn op dat Fonds toepasselijk. Het wordt eveneens gestijfd door de financiële sancties die werden gestort door de televisiezendende die de overeenkomsten niet hebben nageleefd, en door de volgende basisallocaties, via volledige of gedeeltelijke overdrachten:

Sector Cultuur en Communicatie
O.A. 65
— B.A. 33.08.21
— B.A. 33.09.21
— B.A. 33.07.21

Art. 20. Artikel 66.18 A "Sportfonds - Bezoldigingen" wordt gestijfd door de ontvangsten voortvloeiende uit provisionele overdrachten van artikel 66.51 C "Sportfonds".

Die bezoldigingen kunnen als uitgaven op dat fonds worden aangerekend.

Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend ten belope van een bedrag dat gelijk is aan ten hoogste één vierde van de jaarlijkse uitgaven met betrekking tot het personeel van het Sportfonds dat werkelijk opgenomen is in de personeelsformatie van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, met verplichting die voorschotten terug te betalen zodra de rekenplichtige van het "Sportfonds - Bezoldigingen" de ontvangsten die daarvoor zijn bestemd, heeft ontvangen.

Art. 21. Artikel 66.51 C "Sportfonds" van de sector Sport en Toerisme, wordt gestijfd door de volgende ontvangsten :

- giften en legaten die bestemd worden voor de bevordering of de ontwikkeling van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens ;
- dotaties van de Nationale Loterij;
- de opbrengst van de bedragen die verschuldigd zijn op de inkomsten uit sportwedstrijden en -voorspellingen;
- de betalingen, inschrijvingsrechten, abonneementsprijzen en andere inkomsten uit de activiteiten van het Fonds;
- de invordering van de vastgestelde rechten.

Dit fonds wordt aanvullend gestijfd door het hierna vermelde artikel van de begroting van de Franse Gemeenschap :

Sector Sport en Toerisme
O.A. 73 - B.A. 41.01.27

Op dit Fonds kunnen de volgende uitgaven worden aangerekend :

- de kosten van alle aard met betrekking tot de werking van de sportcentra van de Franse Gemeenschap en van de buitendiensten van de Administratie voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens van de Franse Gemeenschap;
- de toelagen of voorschotten toegekend aan erkende sportfederaties, aan clubs en andere aangesloten verenigingen, voor hun activiteiten.

Art. 22. Het Fonds 67.02 B wordt ertoe gemachtigd het creditsaldo van de activa van de ontbonden VZW "Centre d'animation permanente" (Centrum voor permanente animatie van de Franse Gemeenschap) te ontvangen.

Kunnen hierop worden aangerekend, de uitgaven van de rustpensioenen van de personeelsleden die werden overgedragen in het kader van het overnemen van de overeenkomsten waardoor ze met de VZW verbonden waren en wier integratie in het kader van de gespecialiseerde ambten niet in aanmerking komt.

SECTIE 03. — Titel VII - Instellingen van openbaar nut

Art. 23. De begroting van het "Commissariat Général aux Relations Internationales" voor het begrotingsjaar 1994, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

Art. 24. De begroting van het "Agence de Prévention du Sida" (Bureau voor Aids-preventie van de Franse Gemeenschap) voor het jaar 1994, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

HOOFDSTUK III

Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

Sectie 01. — Algemene Bepalingen

Art. 25. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof :

1. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement, van de buitendiensten en van de diensten met afzonderlijk beheer.

2. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 20 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtige van de "Direction générale de l'Organisation des études" voor basisallocaties 01.13.65, 01.14.65, 01.15.65 van O.A.92.

3. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtige van het Economaat afhankelijk van de "Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative".

4. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de rekenplichtigen van het schoolgebouwenfonds van de Franse Gemeenschap.

5. Die maxima kunnen voor sommige rekenplichtigen aangepast worden bij beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Basisonderwijs wordt ertoe gemachtigd de bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld van de kinderen, van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben en die door hun ouders zijn toevertrouwd aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd officieel onderwijs of tot het gesubsidieerd vrij onderwijs, door middel van voorschotten te betalen. Bovendien wordt hem machtiging verleend deze bijdrage te betalen in de vorm van driemaandelijke voorschotten.

De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek mag door middel van voorschotten de reisbeurzen en geldprijzen voor de laureaten van de universitaire wedstrijden betalen en, op dezelfde wijze, de reiskosten van personen die uit het buitenland komen of e maar toe reizen.

De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Vorming, sociale promotie, afstandsonderwijs en studietoelagen en -leningen kan door middel van voorschotten de uitgaven betalen voor buitenlandse reizen van universiteitsprofessoren, alsook toelagen voor jonge onderzoekers en voor studenten, toelagen voor de verbreiding van de wetenschappelijke kennis, reisbeurzen en allerhande toelagen voor de leden van de jury's en begeleidingscomités ingesteld door de Franse Gemeenschap, en de financiering van congressen en colloquia (O.A. 94 "Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique"; O.A. 95. - Wetenschappelijk onderzoek, B.A. 12.01.02).

Art. 27. De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten van de op het grondgebied van de Bondsrepubliek-Duitsland gevestigde scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie en die ter plaatse verwezenlijkt moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnanties van kredietopening, ongeacht hun bedrag, ten bate van een buitengewone rekenplichtige aangesteld door de Minister van Landsverdediging, na instemming van de Regering van de Franse Gemeenschap die van hem de rekening voor de aanwending van de voorschotten moet krijgen.

Art. 28. In afwijking van artikel 143, le lid, van de op 17.7.1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen de bevoegde Ministers de verantwoordelijken voor het financieel beheer van de scholen en psycho-medisch-sociale centra met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen, de roerende voorwerpen waarover ze beschikken, te verkopen indien ze niet meer gebruikt kunnen worden.

Art. 29. De niet-gesplitste kredieten op onderstaande basisallocaties mogen uitgaven met betrekking tot de vorige begrotingsjaren dekken : B.A. 11.03, 43.01 van 44.01 O.A.

Art. 30. De weddetoelagen van de leden van het personeel van het voorschools en lager onderwijs, secundair onderwijs, niet-universitair hoger onderwijs, buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra, kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 31. De betaling van voorschotten aan de rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, voor de aan het onderwijzend personeel verschuldigde kinderbijslag en de bijbehorende kosten, kan aangerekend worden op de artikelen betreffende de betaling van wedden en weddetoelagen, opgenomen in tabel 3 van deze begroting.

De in vorig lid bedoelde uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 32. In afwijking van artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 447 van 20 augustus 1986 tot wijziging van artikel 36 van de wet van 29 mei 1959 wordt de overgang naar de directe betaling van de weddetoelagen in het officieel gesubsidieerd onderwijs verdaagd tot uiterlijk 31 december 1994.

Art. 33. De toelagen voor de stagemeeesters in het basisonderwijs mogen aangerekend worden op de artikelen van O.A. 51 betreffende de wedden en weddetoelagen van de betrokken netten. Deze uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 34. De terugbetaling i.v.m. de geschillen inzake de inschrijvingsrechten, betaald door de leerlingen en studenten bedoeld in de art. 58 e.v. van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, kunnen aangerekend worden op de artikelen betreffende de dotaties of werkingstoelagen voor de inrichtingen die voormelde leerlingen en studenten bezoeken.

Art. 35. De saldi van de begrotingskredieten voor de O.A. 92 van 1993 die aanleiding gaven tot een rechtstreekse vastlegging of een vastlegging op raming en voor 31 december 1993 niet geordonnanceerd werden, worden overgedragen naar een basisallocatie van de begroting 1994 volgens de code-omzetting in de tabel, opgenomen in bijlage I van de administratieve begroting.

Art. 36. De op 31 december 1993 geboekte ontvangsten voor het veranderlijk krediet 40.01.73 van de O.A. 40 van de begroting 1993 worden overgedragen naar het veranderlijk krediet 40.01.51 van de O.A. 56 van de begroting 1994.

Art. 37. De kredieten voor de B.A. 01.01.80 van O.A. 51 mogen alleen toegekend worden met instemming van de pedagogische inspectie van het ambtsgebied waaronder de betrokken inrichtende macht ressorteert.

Sectie 02

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 38. De verrichtingen op de begrotingsfondsen in de afzonderlijke sectie van tabel 3 van het decreet worden geraamd op:
4 940 900 000 fr. voor de ontvangsten
4 940 900 000 fr. voor de uitgaven.

Art. 39. Art. 66.48 B "Fonds voor scholing van personen die in de landbouw werkzaam zijn" ontvangt de steungelden van het EOGFL voor financiering van de beroepsopleiding.

Art. 40. De uitgaven van het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en van het fonds voor schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gebeuren door toedoen van fondsen geopend in de afzonderlijke sectie van de begroting onder de artikelen 60.53.A en 60.54.A, onder het rechtstreeks en exclusief gezag van de Minister van Onderwijs.

Er wordt voorzien in vastleggingscontrole voor uitgaven m.b.t. het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.

De uitgaven van de in dit artikel bedoelde instellingen gebeuren binnen de perken van de budgettaire middelen waarover ze kunnen beschikken en waarop de uitgaven voor het personeel en voor de algemene en administratieve werking worden aangerekend.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 december 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, van de Audiovisuele Sector en van Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

TABEL I. — Dotatie aan De Raad van de Franse Gemeenschap

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten	
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten		
ORGANISATIE-AFDELING 10					
Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap					
Programma 1	Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap.....	254,6	—	—	—
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 11.....	254,6	—	—	—

TABEL II. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten	
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten		
SECTOR KABINETTEN					
VAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP					
ORGANISATIE-AFDELING 01. — Kabinet van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	165,2	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 01.....	165,2	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 02. — Kabinet van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	210,3	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 02.....	210,3	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 03					
Kabinet van de Minister van Begroting, Cultuur en Sport					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	122,9	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 03.....	122,9	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 06. — Uitgaven met betrekking tot de Cel belast met de coördinatie voor sociale integratie.					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	—	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 06.....	—	—	—	—
SECTOR GEZONDHEID					
ORGANISATIE-AFDELING 21. — Algemene Zaken					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	1,3	—	—	—
Programma 1	Diverse toelagen.....	3,4	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 21.....	4,7	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 22. — Preventieve geneeskunde					
Programma 1	Diverse acties.....	60,8	—	—	—
Programma 2	Diverse toelagen en tegemoetkomingen.....	465,6	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 22.....	526,4	—	—	—

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 23. — Curatieve geneeskunde				
Programma 1	Diverse toelagen en tegemoetkomingen.....	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 23.....	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 24. — Medisch schooltoezicht				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	528,7	—	—
	Totalen voor de Afdeling 24.....	528,7	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 25. — Kind				
Programma 1	Toelagen.....	4 352,8	—	—
	Fonds tot toekenning van toelagen voor vakantiecentra(A)			
	— Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—
	— Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 25.....	4 352,8	—	—
SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL				
ORGANISATIE-AFDELING 31. — Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	3 293,7	—	—
Programma 1	Diverse toelagen.....	1 194,4	—	—
Programma 2	Toepassing van het decreet van 1 juli 1982.....	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 31.....	4 488,1	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 32. — Economaat				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	293,2	—	—
	Totalen voor de Afdeling 32.....	293,2	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 33				
Hulpverlening aan de Jeugd				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	127,0	—	—
Programma 1	Jongeren in gevaar en jonge delinquenten.....	5 491,7	—	—
	Totalen voor de Afdeling 33.....	5 618,7	—	—
SECTOR INFRASTRUCTUUR				
ORGANISATIE-AFDELING 38. — Infrastructuur				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	—	—	—
Programma 1	Onderhoudswerken en beheer.....	4,0	—	—
Programma 2	Lasten, intresten en aflossing van leningen.....	28,6	—	—
Programma 3	Investerings- en toelagen voor investeringen.....	40,9	550,5	713,9
	Totalen voor de Afdeling 38.....	73,5	550,5	713,9

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnerings-kredieten	
SECTOR SOCIALE ZAKEN				
ORGANISATIE-AFDELING 41. — Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	—	—	—
Programma 1	Diverse toelagen.....	—	—	—
Steunfonds				
voor het sociaal beleid en het gezondheidsbeleid (A)				
Totalen voor de Afdeling 41.....		—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 42. — Maatschappelijk welzijn				
Programma 1	Migranten en strijd tegen sociale uitsluiting.....	—	—	—
Programma 2	Sociale organismen.....	—	—	—
Programma 3	Openbare centra voor maatschappelijk welzijn.....	—	—	—
Fonds bestemd voor de financiering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest met uitzondering van die van het Duits taalgebied (A)				
Totalen voor de Afdeling 42.....		—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 43				
Gespecialiseerde maatschappelijke hulpverlening				
Programma 1	Gehandicapten.....	7,0	—	—
Programma 2	Delinkwenten en sociaal gehandicapten.....	139,2	—	—
Programma 3	Behoeftigen.....	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 43.....		146,2	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 44. — Gezin				
Programma 1	Gezin.....	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 44.....		—	—	—
SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE				
ORGANISATIE-AFDELING 61. — Algemene Zaken				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	129,5	—	—
Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materiaal (A)				
— Saldo op 1 januari 1994.....		—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....		—	—	6,0
— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....		—	—	6,0
— Saldo op 31 december 1994.....		—	—	—
Programma 1	Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	112,8	—	—
Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid (C)				
— Saldo op 1 januari 1994.....		—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....		—	—	—
— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....		—	—	—
— Saldo op 31 december 1994.....		—	—	—
Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne (C)				
— Saldo op 1 januari 1994.....		—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....		—	—	15,5
— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....		—	—	15,5
— Saldo op 31 december 1994.....		—	—	—

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
Fonds voor de beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol(C)				
— Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	3,0
— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—	3,0
— Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—	—
Fonds voor de beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule(C)				
— Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	2,4
— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—	2,4
— Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—	—
Programma 2 Culturele centra.....	372,3	—	—	—
Programma 3 Steun voor de franstalige verenigingen van de gemeenten met een speciale taalregeling.....	10,1	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 61.....	624,7	—	—	26,9
ORGANISATIE-AFDELING 62. — Kunstbevordering				
Programma 1 Kunstbevordering.....	73,6	—	—	—
Programma 2 Toneelkunst.....	865,1	—	—	—
Programma 3 Muziek.....	699,8	—	—	—
Programma 4 Danskunst.....	133,0	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 62.....	1 771,5	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 63. — Boekwezen				
Programma 1 Openbare lektuurvoorziening.....	325,8	—	—	—
Fonds voor de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap en voor de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap (C)				
— Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	0,2
— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—	0,2
— Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—	—
Programma 2 Franse letteren.....	92,5	—	—	—
Programma 3 Endogene letteren.....	2,0	—	—	—
Programma 4 Franse taal.....	8,1	—	—	—
Programma 5 Bevordering van het boekwezen.....	7,0	—	—	—
Fonds voor het uitgeven van boeken (B)				
— Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	5,6
— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—	5,6
— Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—	—
Fonds voor steun aan de verspreiding (B)				
— Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	—
— Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—	—
— Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 63.....	435,4	—	—	5,8
ORGANISATIE-AFDELING 64 Jeugd en permanente opvoeding				
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	0,5	—	—	—
Programma 2 Jeugd.....	367,1	—	—	—
Programma 3 Permanente opvoeding.....	616,8	—	—	—
Programma 4 Socio-culturele activiteiten.....	46,7	—	—	—

(In miljoenen frank)				
	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
Fonds voor socio-culturele vorming (C)				
-- Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—	—
-- Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	0,3
-- Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—	0,3
-- Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 64.....	1.031,1	—	—	0,3
ORGANISATIE-AFDELING 65. — Audiovisuele sector				
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	11,8	—	—	—
Programma 2 Film en video.....	530,8	—	—	—
Programma 3 Radio en televisie.....	6 272,5	—	—	—
Steunfondsen voor creatie op radio (B)				
-- Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—	—
-- Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	5,0
-- Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—	5,0
-- Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—	—
Programma 4 Pers.....	40,9	—	—	—
Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers (A)				
-- Saldo op 1 januari 1994.....	—	—	—	—
-- Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	140,0
-- Beschikbaar tijdens het jaar 1994.....	—	—	—	140,0
-- Saldo op 31 december 1994.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 65.....	6 856,0	—	—	145,0
ORGANISATIE-AFDELING 66 Patrimonium en beeldende kunsten				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	16,1	—	—	—
Programma 1 Diverse uitgaven en toelagen.....	171,4	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 66.....	187,5	—	—	—
SECTOR SPORT				
ORGANISATIE-AFDELING 71. — Algemene zaken				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	45,5	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 71.....	45,5	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 72. — Toerisme				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	—	—	—	—
Programma 1 Activiteiten, toelagen, premies.....	—	—	—	—
Programma 2 Diverse tegemoetkomingen.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 72.....	—	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 73 Lichamelijke opvoeding en sport				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	8,0	—	—	—
Programma 1 Onderzoek en ontwikkeling.....	22,5	—	—	—
Programma 2 Diverse toelagen.....	314,3	—	—	—
Programma 3 Bijzondere toelagen.....	2,5	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 73.....	347,3	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 74 Sport- en toeristische centra				
Programma 1 Diverse initiatieven.....	38,7	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 74.....	38,7	—	—	—
Totaal Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.....	27 868,4	550,5	713,9	178,0

Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

M	Basis-allocatie	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1994	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1994
SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
02	60 03	A (27)	Fonds bestemd voor de uitbetaling van subsidies voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen buiten hen die toevertrouwd zijn aan overheidsinstellingen voor jeugdbescherming (wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming).....	19,2	5 366,2	5 366,2	19,2
04	66 25	A (50)	Bezoldigingen van de gesubsidieerde contractuelen die bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken werken.....	—	220,9	220,9	—
Totalen voor sectie I.....				19,2	5 587,1	5 587,1	19,2
Totalen voor de sector Secretariaat-Generaal				19,2	5 587,1	5 587,1	19,2

SECTOR INFRASTRUCTUUR**SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming**

01	60 09	B (45)	Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap.....	—	—	—	—
Totalen voor sectie I.....				—	—	—	—
Totalen voor de sector infrastructuur.....				—	—	—	—

SECTOR SOCIALE ZAKEN**SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming**

01	60 02	A (24)	Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg, opgericht ten einde de kosten voor huisvesting, onderhoud, behandeling en opvoeding van Belgische en buitenlandse gehandicapten te betalen (koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967).....	—	—	—	—
01	66 07	A (93)	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector — Hulpverlening aan gezinnen. (Er mogen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	—	—	—	—
Totalen voor sectie I.....				—	—	—	—
Totalen voor de sector Sociale Zaken.....				—	—	—	—

(In miljoenen frank)

M	Basis-allocatie	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1994	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1994
SECTOR GEZONDHEID							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
01	66 08	A (96)	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector. (Er mogen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr.25).....	—	—	—	—
Totalen voor sectie I.....				—	—	—	—
SECTIE II. — Diensten van de Franse Gemeenschap onderworpen aan bijzondere beheersregelen							
01	70 09	C (65)	Psychiatrisch ziekenhuis van Bergen (Mons)-Exploitatiefonds.....	—	—	—	—
01	70 10	C (68)	Psychiatrisch ziekenhuis van Doornik (Tournai)-Exploitatiefonds.....	—	—	—	—
Totalen voor sectie II.....				—	—	—	—
Totalen voor de sector Gezondheid.....				—	—	—	—
SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
04	66 09	B (02)	Fonds voor film- en audiovisuele creatie.....	214,5	225,0	270,0	169,5
03	66 10	A (05)	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (Er mogen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	—	433,7	433,7	—
03	67 01	B (84)	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen.....	1,0	—	—	1,0
03	67 02	B (87)	Later te verdelen diverse inkomsten van de Gemeenschap.....	—	—	—	—
Totalen voor sectie I.....				215,5	658,7	703,7	170,5
Totalen voor de sector Cultuur en Communicatie.....				215,5	658,7	703,7	170,5
SECTOR SPORT							
Sectie I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
03	66 14	A (17)	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector. (Er mogen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van bovengenoemd koninklijk) besluit nr. 25).....	0,8	1,3	1,3	0,8
03	66 18	A (29)	Sportfonds.- Bezoldigingen.....	—	182,5	182,5	—
03	66 51	C (31)	Sportfonds.....	31,0	604,0	593,5	41,5
Totalen voor sectie I.....				31,8	787,8	777,3	42,3
Totalen voor de sector Sport en Toerisme.....				31,8	787,8	777,3	42,3
Totalen voor de afzonderlijke sectie.....				266,5	7 033,6	7 068,1	231,7

TABEL III — MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 05				
Kabinet van de Minister van Onderwijs				
Programma 0	Werking van het Kabinet.....	130,9	—	—
Programma 1	Informatisering - Kosten voor eerste inrichting.....	—	—	—
	Totaal voor de afdeling 05.....	130,9	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 40				
Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	1 020,7	—	—
Programma 1	Provisie voor diverse lasten.....	326,0	—	—
Programma 2	Cel modernisering en opleiding.....	2,0	—	—
Programma 3	Statistieken.....	14,0	—	—
Programma 4	Secretariaat-generaal, interministeriele cel Thesaurie en Begroting, documentatiecentrum.....	27,5	—	—
Programma 5	Bibliotheek.....	11,2	—	—
Programma 6	Rechtskundige dienst en vertaaldienst.....	21,4	—	—
Programma 7	Medewerking aan internationale instellingen - Diversen	196,4	—	—
Impulsfonds migrantenbeleid (A)				
	— saldo 1 januari 1994.....	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—
	— beschikbaar voor 1994.....	—	—	—
	— saldo 31 december 1994.....	—	—	—
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven (C)				
	— saldo 1 januari 1994.....	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar.....	—	—	117,5
	— beschikbaar voor 1994.....	—	—	117,5
	— saldo 31 december 1994.....	—	—	—
Programma 8	Centrum voor informatieverwerking en drukkerij.....	280,4	—	—
Programma 9	Algemene Zaken.....	—	—	—
	Totaal voor de afdeling 40.....	1 899,6	—	117,5
ORGANISATIE-AFDELING 51. — Basisonderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	149,1	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	305,5	—	—
Programma 2	Werking kleuterscholen van de Gemeenschap.....	1 022,7	—	—
Programma 3	Werking van de officiële gesubsidieerde kleuterscholen	6 384,0	—	—
Programma 4	Werking van de vrije gesubsidieerde kleuterscholen.....	4 705,0	—	—
Programma 5	Werking van de lagere scholen van de Gemeenschap.....	3 667,2	—	—
Programma 6	Werking van de officiële gesubsidieerde lagere scholen.....	13 594,8	—	—
Programma 7	Werking van de vrije gesubsidieerde lagere scholen.....	11 923,3	—	—
Programma 8	Bestrijding van de mislukkingen op school.....	400,0	—	—
	Totaal voor de afdeling 51.....	42 151,6	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 52. — Secundair onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	236,6	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	203,0	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen met volledig leerplan.....	23 388,9	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen met volledig leerplan.....	13 741,5	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan...	35 348,7	—	—
Programma 5	Werking Gemeenschapsscholen met beperkt leerplan	130,8	—	—
Programma 6	Werking officiële gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan.....	165,7	—	—
Programma 7	Werking vrije gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan...	426,9	—	—
Programma 8	Bestrijding van de mislukkingen op school.....	100,0	—	—
	Totaal voor de afdeling 52.....	7 3742,1	—	—

(In miljoenen frank)

M	Basis-allocatie	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1994	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1994
ORGANISATIE-AFDELING 53. — Buitengewoon onderwijs							
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....			47,8	—	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....			29,6	—	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen.....			3 173,5	—	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen.....			2 332,4	—	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen.....			4 422,6	—	—	—
	Totaal voor de afdeling 53.....			10 005,9	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 54. — Universitair onderwijs							
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....			40,3	—	—	—
Programma 1	Universiteiten van de Gemeenschap.....			5 699,8	—	—	—
Programma 2	Vrije universiteiten.....			13 848,0	—	—	—
Programma 3	Toezicht over de universiteiten.....			60,9	—	—	—
Programma 4	Allerhande toelagen.....			8,3	—	—	—
Programma 5	Universitair onderwijs.....			27,0	—	—	—
	Totaal voor de afdeling 54.....			19 684,3	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 55 Niet-Universitair hoger onderwijs							
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....			75,4	—	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....			4,7	—	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen van het lange type.....			991,0	—	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen van het lange type.....			536,0	—	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen van het lange type.....			1 098,1	—	—	—
Programma 5	Werking Gemeenschapsscholen van het korte type.....			1 643,6	—	—	—
Programma 6	Werking officiële gesubsidieerde scholen van het korte type.....			2 324,1	—	—	—
Programma 7	Werking vrije gesubsidieerde scholen van het korte type.....			3 299,0	—	—	—
Programma 8	Niet-universitair hoger onderwijs.....			6,5	—	—	—
	Totaal voor de afdeling 55.....			9 978,6	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 56 Onderwijs voor sociale promotie							
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....			54,7	—	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....			20,6	—	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen.....			973,5	—	—	—
	Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)						
	— saldo 1 januari 1994.....			—	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar.....			—	—	—	8,0
	— beschikbaar voor 1994.....			—	—	—	8,0
	— saldo 31 december 1994.....			—	—	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen.....			1 540,4	—	—	—
	Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)						
	— saldo 1 januari 1994.....			—	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar.....			—	—	—	—
	— beschikbaar voor 1994.....			—	—	—	—
	— saldo 31 december 1994.....			—	—	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen.....			932,8	—	—	—

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)				
— saldo 1 januari 1994.....	—	—	—	—
— ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	—
— beschikbaar voor 1994.....	—	—	—	—
— saldo 31 december 1994.....	—	—	—	—
Programma 5 Acties Europees Sociaal Fonds				
Interventiefonds van het Europees sociaal fonds voor actie- of opleidingsprogramma's voor wederinschakeling in het beroepsleven door het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan (B)				
— saldo 1 januari 1994.....	—	—	—	—
— ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	—
— beschikbaar voor 1994.....	—	—	—	—
— saldo 31 december 1994.....	—	—	—	—
Totaal voor de afdeling 56.....	3 522,0	—	—	8,0
ORGANISATIE-AFDELING 82. — Vorming				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	315,7	—	—	—
Programma 1 Allerhande initiatieven - Opleiding arbeiders en bedienden..	—	—	—	—
Programma 2 Allerhande toelagen - Opleiding arbeiders en bedienden.....	—	—	—	—
Programma 3 Allerhande initiatieven - Opleiding van zelfstandigen.....	—	—	—	—
Programma 4 Allerhande toelagen - Opleiding van zelfstandigen.....	—	—	—	—
Totaal voor de afdeling 82.....	315,7	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 83. — Kunstonderwijs				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	40,4	—	—	—
Programma 1 Allerhande initiatieven en toelagen.....	30,0	—	—	—
Programma 2 Werking Gemeenschapsscholen.....	835,2	—	—	—
Programma 3 Werking officiële gesubsidieerde scholen.....	2 416,7	—	—	—
Programma 4 Werking vrije gesubsidieerde scholen.....	765,5	—	—	—
Totaal voor de afdeling 83.....	4 087,8	—	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 89. — Schoolgebouwen				
Programma 0 Werking van het Fonds voor schoolgebouwen en van de instellingen die in de plaats treden van het Nationaal Waarborgfonds.....	2340,0	—	—	—
Fonds bestemd voor de uitbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden van het "Fonds communautaire de garantie des Batiments scolaires" (B)				
— saldo 1 januari 1994.....	—	—	—	—
— ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	70,0
— beschikbaar voor 1994.....	—	—	—	70,0
— saldo 31 december 1994.....	—	—	—	—
Totaal voor de afdeling 89.....	2 340,0	—	—	70,0
ORGANISATIE-AFDELING 91. — Dienst leerlingenvervoer				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	—	—	—	—
Programma 1 Vervoer in het Gemeenschapsonderwijs.....	100,5	—	—	—
Totaal voor de afdeling 91.....	100,5	—	—	—

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 92 Organisatie van het Onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	142,0	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	13,2	—	—
Programma 2	Organisatie van het onderwijs - Structuren - Leerplannen - Opleiding, onderzoek en voorlichting - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	115,1	—	—
Programma 3	Netoverschrijdende activiteiten - Onderzoek.....	85,4	—	—
Programma 4	Organisatie van het onderwijs - Technisch en vormingscentrum van het personeel van de Franse Gemeenschap - Hulpmiddelen voor het onderwijs en buitenschoolse activiteiten - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	106,6	—	—
Programma 5	Openluchtcentra Franse Gemeenschap.....	4,4	—	—
Programma 6	Netoverschrijdende activiteiten.....	315,2	—	—
	Totaal voor de afdeling 92.....	781,9	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 93. — PMS-centra				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	0,1	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	13,0	—	—
Programma 2	Werking PMS-centra van de Gemeenschap.....	834,9	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde PMS-centra.....	622,5	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde PMS-centra.....	893,5	—	—
	Totaal voor de afdeling 93.....	2 364,0	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 94. — "Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique"				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	27,1	—	—
Programma 1	Allerhande toelagen.....	12,2	—	—
	Totaal voor de afdeling 94.....	39,3	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 95 Wetenschappelijk Onderzoek				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	8,9	—	—
Programma 1	Toelagen VZW of gelijkgesteld.....	21,4	—	—
Programma 2	Allerhande toelagen.....	463,0	—	—
Programma 3	Wetenschappelijk Onderzoek.....	2 384,7	—	—
	Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (B)			
	— saldo 1 januari 1994.....	—	—	—
	— ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—
	— beschikbaar voor 1994.....	—	—	—
	— saldo 31 december 1994.....	—	—	—
	Totaal voor de afdeling 95.....	2 878,0	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 96. — Afstandsonderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	117,7	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	—	—	—
	Totaal voor de afdeling 96.....	117,7	—	—
ORGANISATIE-AFDELING 97 Studietoelagen en -leningen				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	15,0	—	—
Programma 1	Toelagen en leningen.....	1 550,1	—	—
	Totaal voor de afdeling 97.....	1 565,1	—	—
	Algemeen Totaal Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.....	17 570,0	—	195,5

Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

M	Basis-allocatie	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1994	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1994
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
HOOFDSTUK I							
<i>Fondsen voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten</i>							
60	30	B	Fonds voor studietoelagen (wet van 19 juli 1971). Dit fonds wordt mede gestijfd door overdrachten van B.A. 41.01 - O.A. 97 (afzonderlijk beheer).....	—	1 580,0	1 580,0	—
60	53	A	Verrichtingen van het Begrotingsfonds voor de Schoolgebouwen van de Gemeenschap, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (afzonderlijk beheer). Dit fonds wordt mede gestijfd door overdrachten van B.A. 01.01 (O.A. 89).....	9,5	1 785,0	1 785,0	9,5
60	54	A	Verrichtingen van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 8, § 4 van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (afzonderlijk beheer). Dit fonds wordt mede gestijfd door overdrachten van B.A. 01-02 (O.A. 89).....	6,2	630,0	630,0	6,2
Totalen voor hoofdstuk I.....				15,7	3 995,0	3 995,0	15,7

HOOFDSTUK II

Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten

66	38	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het basisonderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest.....	-1 269,6	566,0	566,0	-1 269,6
66	39	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het buitengewoon onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest.....	-169,5	74,0	74,0	-169,5
66	40	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het onderwijs voor sociale promotie. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen door het Brusselse en het Waalse Gewest....	-15,3	1,1	1,1	-15,3
66	41	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het secundair onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen door het Brusselse en het Waalse Gewest.....	-480,9	208,0	208,0	-480,9
66	42	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het niet-universitair hoger onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest.....	-66,6	52,0	52,0	-66,6

(In miljoenen frank)

M	Basis-allocatie	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1994	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1994
66	43	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen bij het secretariaat-generaal en de gemeenschappelijke diensten. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest.....	-18,2	32,0	32,0	-18,2
66	48	B	Fonds voor scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en voor sociale en economische voorlichting (koninklijk besluit van 23 augustus 1974)	-80,5	3,5	3,5	-80,5
66	49	A	Uitvoering van koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 houdende een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend tot beloop van het totaal bedrag van de overeenkomsten die betrekking hebben op de sector en bedoeld zijn in artikel 9 van voormeld koninklijk besluit nr. 25).....	-97,2	3,0	3,0	-97,2
67	02	B	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen (overeenkomstig de bijgevoegde tabel)	5,9	0,3	0,3	5,9
Totalen van hoofdstuk II.....				-2 191,9	939,9	939,9	-2 191,9
Totalen voor sectie I.....				-2 176,2	4 934,9	4 934,9	-2 176,2

SECTIE II. — Gemeenschapsdiensten
onderworpen aan bijzondere beheerregels

HOOFDSTUK I
Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer

70	20	C	Onderwijsinstellingen ressorterend onder het Ministerie van Onderwijs - Exploitatiefonds.....	10,9	6,0	6,0	10,9
Totalen voor hoofdstuk I.....				10,9	6,0	6,0	10,9

HOOFDSTUK Ibis. — Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs

70	02 (27)	C	Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs (overdracht van B.A. 41.23, O.A. 51, 52, 53, 55 en 56).....	—	—	—	—
70	04 (33)	C	Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van de PMS-centra van de Gemeenschap (overdracht van B.A. 41.23, O.A. 93)	—	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk Ibis.....				—	—	—	—
Totalen voor sectie II.....				10,9	6,0	6,0	10,9
Totalen voor de afzonderlijke sectie.....				-2 165,3	4 940,9	4 940,9	-2 165,3

TITEL VII. — Instellingen van openbaar nut

"Commissariat général aux Relations internationales"

HOOFDSTUK 41. — Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening van de statutaire opdracht van het "Commissariat général"		(In duizend- tallen frank)
411.02	Functionele inkomsten.....	9,869
411.09	Recuperaties.....	78,389
413.01	Intresten op beleggingen.....	8,000
414.01	Uitzonderlijke inkomsten.....	5,000
HOOFDSTUK 43. — Opbrengsten uit de verkoop van vermogensgoederen		
432.01	Opbrengsten uit de verkoop van roerende goederen.....	6,220
HOOFDSTUK 44. — Financiële ontvangsten uit vermogensgoederen		
442.02	Opbrengsten uit leningen.....	p.m.
444.05	Terugbetaling van voorschotten.....	p.m.
HOOFDSTUK 45. — Tegemoetkoming van de overheidssector		
452.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap.....	935,600
452.02	Diversen.....	p.m.
HOOFDSTUK 49. — Ontvangsten voor orde		
491.01	Diversen.....	10,000
	Totaal van de ontvangsten.....	1 053,078
	Vermeerderd met de op 31 december 1993 beschikbare kredieten.....	19,641
		<u>1 072,719</u>
HOOFDSTUK 51. — Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling		
511.01	Bezoldiging van het personeel, met inbegrip van de sociale lasten.....	241,259
511.05	Sociale dienst.....	0,748
511.07	Beroepsopleiding.....	0,315
511.08	Vergoedingen tot dekking van werkelijke lasten.....	4,140
511.09	Vergoedingen die geen werkelijke lasten dekken. Overuren met inbegrip van de bedrijfsvoorheffing.....	1,500
511.10	Voorziening pensioen (Werkgeversaandeel).....	5,450
	Totaal hoofdstuk 51.....	<u>253,412</u>
HOOFDSTUK 52. — Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen en werken die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen		
521.01	Huur der lokalen en lasten.- Huur + lasten (Energieverbruik inbegrepen).....	43,700
521.02	Huur van materieel en meubilair.- Onder andere, huur van fotokopieerapparaten.....	2,000
521.03	Inrichting, onderhoud en herstelling van de lokalen.- Onderhoud en herstelling van de lokalen.....	3,400
521.04	a) Onderhoud en herstelling van materieel en meubilair.....	4,750
	b) Onderhoud en herstelling van voertuigen.....	3,200
521.05	Verzekeringen.....	5,000
521.07	Consumptieproducten (brandstoffen).....	0,900
521.09	Diversen. - Diverse kosten (lokale, materieel, voertuigen).....	0,125
522.01	Bureau-onkosten, econoomaat, telefoon en telex, frankering, documentatie, bankkosten, fiscale zegels.....	14,000
524.01	Erelonen advocaten, deskundigen.....	1,810
525.01	Terugbetaling van leningen.....	21,820
	Totaal hoofdstuk 52.....	<u>100,705</u>

HOOFDSTUK 53. — *Uitoefening door de instelling van haar statutaire opdracht*

532	Uitgaven van alle aard in verband met de bevordering van de buitenlandse acties van de Franse Gemeenschap :	
532.01	Maandelijks tijdschrift "Présence" - Tijdschrift "Wallonie-Bruxelles".....	10,865
532.02	Aankoop, huur van stands, huur van ruimte in de kranten, enz.....	4,650
532.04	Productie van videogrammen, afdrukken van brochures en folders.....	3,330
532.05	Aankoop van kentekens, vlaggen en geschenken.....	0,440
	Totaal artikel 532.....	19,285
533	Vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap in het buitenland :	
533.01	Uitgaven van alle aard betreffende het " Centre Wallonie-Bruxelles" te Parijs.....	19,503
533.02	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles" in Quebec.....	5,536
533.03	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation générale Wallonie-Bruxelles", belast met de franstalige en multilaterale zaken.....	9,968
533.04	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", in Kinshasa.....	8,291
533.05	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Genève.....	5,475
533.07	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Tunis.....	3,015
533.08	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Dakar.....	5,388
533.11	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", bij de Europese Gemeenschappen.....	1,248
533.14	Uitgaven van alle aard betreffende de "Délégation Wallonie-Bruxelles", te Praag.....	4,838
533.99	Andere.....	1,650
	Totaal artikel 533.....	64,912
534	Multilaterale sector :	
534.01	BIJDRAGEN	
534.01.01	a) AUPELF. - Toelage aan de Vereniging der Universiteiten die volledig of gedeeltelijk franstalig zijn (zetel te Montréal).....	3,500
	b) AUPELF.- Internationaal Fonds voor universitaire samenwerking.....	1,000
534.01.02	CILF.- Toelage aan de "Conseil international de la langue française" (zetel te Parijs).....	1,200
534.01.03	"Union des Editeurs" - Toelage aan de "Union des Editeurs de langue française" (zetel te Brussel).....	0,200
534.01.04	"Fédération des professeurs de français" - Toelage aan de "Fédération internationale des professeurs de français" (zetel te Parijs).....	0,100
534.01.05	CONFESJES.- Toelage aan de "Conférence des Ministres de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française" (zetel te Dakar).....	0,750
534.01.06	ACCT.- Toelage aan de "Agence de Coopération Culturelle et Technique" (zetel te Parijs).....	95,781
534.01.07	CAMES.- Toelage aan de "Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur" (zetel te Ouagadougou).....	0,700
534.01.08	FEJ. - (EFJ).- Toelage aan het Europees Fonds voor de Jeugd (zetel te Straatsburg).....	1,320
	Totaal Bijdragen.....	104,551
534.02	ACTIES	
534.02.01	Internationale colloquia, ontmoetingen, enz.:	
	a) binnen de Franse Gemeenschap.....	2,050
	b) in het buitenland.....	3,770
534.02.02	Diverse activiteiten in het multilaterale kader :	
	a) Europese Gemeenschappen.....	13,355
	b) Raad van Europa.....	3,400
	c) UNESCO.....	0,900
	d) OESO.....	1,000
	e) Francophonie.....	2,200
	f) Andere internationale organisaties.....	0,900
534.02.04	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de acties die gevoerd worden om de Top-ontmoetingen van de Staats- en Regeringshoofden die het gebruik van de Franse taal gemeen hebben, te volgen.....	36,370
534.02.05	Organisatie van een biënnale voor poëzie.....	2,000
534.02.06	Conferentie over de Franstalige minderheden.....	p.m.
	Totaal Acties.....	65,945
	Totaal artikel 534.....	170,496

535	Bilaterale internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België :	
535.01	Kosten voor opdrachten en ontvangst van deskundigen of groepen - Beurzen	315,000
535.02	Uitgaven van alle aard en overdrachten in verband met de bevordering van jeugd- uitwisselingen.....	16,756
535.03	Acties tot bevordering van onderwijs en opleiding in het buitenland.....	71,264
	Totaal artikel 535.....	403,020
536	Lopende uitgaven voor onderwijs en onderzoek, verspreiding van kunst en letterkunde en culturele en socio-culturele uitwisselingen en de samenwerking inzake sociale en gezond- heidsmateries :	
536.01	Culturele sector.....	30,425
536.02	Sector onderwijs en opleiding.....	1,260
536.03	Sector persoonsgebonden aangelegenheden.....	5,730
	Totaal artikel 536.....	37,415
537	Bijzondere uitgaven	
537.01	Ristorno's en non-valeurs.....	2,714
	Totaal artikel 537.....	2,714
	Totaal hoofdstuk 53.....	697,842

HOOFDSTUK 55. — *Aankoop van vermogensgoederen*

550.01	Onroerende goederen.....	2,700
550.02	Nieuwe aankopen (materieel, meubilair, auto's).....	1,000
550.03	Aankoop en huur van informatica-apparatuur.....	6,060
550.04	Aankoop van uitrustingen bestemd voor het buitenland.....	1,000
	Totaal hoofdstuk 55.....	10,760

HOOFDSTUK 59. — *Uitgaven voor orde*

591.01	Diversen.....	10,000
	Totaal hoofdstuk 59.....	10,000
	Totaal van de uitgaven.....	1 072,719

"Agence de Prévention du SIDA"

Ontvangsten

HOOFDSTUK 41

Tegemoetkoming van de Franse overheidssector, de provincies, de gemeenten, de fondsen

411.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap.....	137 500,000
--------	---	-------------

HOOFDSTUK 42. — *Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening van de statutaire opdracht*

421.01	Verkoop van documenten en abonnementen.....	100,000
421.02	Diversen.....	100,000
421.03	Bezoldiging van wedden van gedetacheerde personeelsleden (2 personeelsleden).....	1 600,000
424.01	Schenkingsen en legaten.....	100,000
	Ontvangsten vermeerderd met de op 31 december 1992 beschikbare kredieten.....	p.m.
	Totaal van de ontvangsten.....	139 400,000

Uitgaven

HOOFDSTUK 51. — *Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling*

511.01	Bruto-bezoldiging, vakantiegeld en eindejaarstoelage, treinabonnementen.....	16 840,000
511.04	Sociale lasten, Ciger, Vorming, IDB, administratieve gezondheidsdienst.....	5 010,000
	Totaal hoofdstuk 51.....	21 850,000

HOOFDSTUK 52. — *Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen, werken, enz. die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen*

521.01	Huur, verhuizing, inrichting.....	3 450,000
521.02	Schoonmaak, onderhoud en verwarming.....	1 000,000
521.03	Opdrachtkosten.....	400,000
521.04	Verzekeringen.....	400,000
521.05	Intresten op lening.....	3 400,000
522.01	Kantoor (economaat, telefoon, post,...).....	1 900,000
526.01	Andere prestaties en werken door derden.....	500,000
	Totaal hoofdstuk 52.....	11 050,000

HOOFDSTUK 53. — *Uitgaven die aan derden te betalen zijn als gevolg van de uitoefening door de instelling van haar statutaire opdracht*

532	Bijzondere uitgaven	
532.01	Programma-overeenkomsten.....	82 200,000
532.02	Media-campagnes en diverse uitgaven in verband met de opdrachten van de instelling.....	14 600,000
532.03	Speciale acties, gedecentraliseerde animaties.....	2 000,000
532.04	Producers, drukken en verspreiden van pedagogische middelen (stripverhalen, dossiers, folders,...).....	4 300,000
532.05	Documentatiecentrum.....	350,000
532.06	Wetenschappelijke onderzoeken en evaluaties.....	1 600,000
532.07	Andere prestaties en werken door derden.....	850,000
	Totaal hoofdstuk 53.....	105 900,000

HOOFDSTUK 54. — *Uitgaven op inkomsten met speciale bestemmingen*

540.01	Projekten die voor 1994 te bepalen zijn.....	100,000
	Totaal hoofdstuk 54.....	100,000

HOOFDSTUK 55

Bedragen die aan derden te betalen zijn voor de aankoop van vermogensgoederen.

550.02	Meubilair.....	200,000
550.04	Materieel.....	300,000
	Totaal hoofdstuk 55.....	500,000
	Totaal van de uitgaven.....	139 400,000

TABEL IV. — Openbare schuld van de Franse Gemeenschap

(In miljoenen frank)

		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
			Vastleggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 30. — Openbare schuld					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	8,9	—	—	—
Programma 1	Aflossingen en verschuldigde intresten.....	5 091,1	—	—	—
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 30.....	5 100,0	—	—	—

TABEL V. — Dotatie aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap

(In miljoenen frank)

		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
			Vastleggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten	
ORGANISATIE-AFDELING 11. — Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie					
Programma 1	Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie.....	15 373,0	—	—	—
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 11.....	15 373,0	—	—	—